

RCS : PAU Code greffe : 6403

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PAU atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2007 B 00392 Numéro SIREN : 491 529 855 Nom ou dénomination : A'LIENOR
--

Ce dépôt a été enregistré le 07/07/2021 sous le numéro de dépôt 4728



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Téléphone : + 33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : + 33 (0)1 55 68 98 25
Site internet : www.kpmg.fr

A'Lienor

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020
A'Lienor
35, rue du Valentin - 64121 Serres-Castet
Ce rapport contient 32 pages

KPMG AUDIT IS SAS
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Limited, une société de
droit anglais ("private company limited
by guarantee").

SAS
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
512802653 RCS NANTERRE



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Téléphone : + 33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : + 33 (0)1 55 68 98 25
Site internet : www.kpmg.fr

A'Lienor

35, rue du Valentin - 64121 Serres-Castet

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

À la collectivité des associés de la société A'Lienor,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la collectivité des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société A'Lienor relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 28 mai 2021

KPMG AUDIT IS

Philippe Bourhis

Associé

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 457 195	950 601	506 594	601 527
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	23 849		23 849	
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	93 000	46 704	46 296	50 946
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	1 139 749 164	132 857 339	1 006 891 826	1 074 260 281
Immobilisations en cours	1 110 736		1 110 736	941 505
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	85 900		85 900	85 900
ACTIF IMMOBILISE	1 142 519 845	133 854 644	1 008 665 201	1 075 940 159
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				7 296
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	4 069 175		4 069 175	6 268 846
Autres créances	6 130 516		6 130 516	3 427 655
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	695		695	695
(dont actions propres :)				
Disponibilités	41 282 079		41 282 079	41 377 690
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 640 675		1 640 675	1 613 926
ACTIF CIRCULANT	53 123 141		53 123 141	52 696 108
Frais d'émission d'emprunts à étaler	12 034 133		12 034 133	13 623 936
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 207 677 118	133 854 644	1 073 822 474	1 142 260 203

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 167 446 440)	167 446 440	167 446 440
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau		10 079 789
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-2 475 881	10 993 079
Acomptes sur dividendes		
Subventions d'investissement	86 107 229	86 776 828
Provisions réglementées		52 454 471
CAPITAUX PROPRES	272 150 656	327 750 607
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	8 379	4 835
Provisions pour charges		
PROVISIONS	8 379	4 835
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	794 267 317	805 546 228
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	139 087	132 359
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 715 474	2 200 336
Dettes fiscales et sociales	2 046 916	2 663 789
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 068 723	2 209 276
Autres dettes	804 470	1 053 640
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	621 452	699 134
DETTES	801 663 439	814 504 762
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 073 822 474	1 142 260 203

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	54 834 894		54 834 894	66 479 155
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	54 834 894		54 834 894	66 479 155
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			2 104	
Autres produits			85 228	4 246
PRODUITS D'EXPLOITATION			54 922 226	66 483 401
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			13 862 576	14 607 860
Impôts, taxes et versements assimilés			3 967 325	4 850 510
Salaires et traitements			185 973	210 265
Charges sociales			87 013	86 058
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			16 664 468	16 249 187
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges			76 450	70 861
CHARGES D'EXPLOITATION			34 843 805	36 074 742
RESULTAT D'EXPLOITATION			20 078 421	30 408 659
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			44 250	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			44 250	
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			23 352 234	18 172 415
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			23 352 234	18 172 415
RESULTAT FINANCIER			-23 307 983	-18 172 415
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-3 229 562	12 236 244

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	669 599	630 343
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	181 656	268 923
PRODUITS EXCEPTIONNELS	851 255	899 266
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	89 195	285 405
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	8 379	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	97 574	285 405
RESULTAT EXCEPTIONNEL	753 681	613 861
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		1 857 026
TOTAL DES PRODUITS	55 817 731	67 382 667
TOTAL DES CHARGES	58 293 612	56 389 587
BENEFICE OU PERTE	-2 475 881	10 993 079

Annexes

La société A'LIENOR est une SAS au capital de 167 446 440 euros.

Elle a pour objet, en France, la conception, la construction, l'entretien, l'exploitation et la maintenance de la section Langon - Pau de l'autoroute A65.

La société a un exercice de 12 mois se clôturant le 31 décembre.

Elle fait partie du périmètre consolidé du Groupe EIFFAGE ; elle est consolidée par intégration globale.

Sauf indication contraire, tous les chiffres cités dans l'annexe aux comptes sont exprimés en euro.

1 – Pandémie de Covid-19

L'interdiction de déplacement en France, appelé également « confinement national », est une mesure sanitaire mis en place par le Gouvernement pour la première fois du 17 mars à 12h au 11 mai 2020 (soit 1 mois et 25 jours), et une deuxième fois du 30 octobre au 15 décembre 2020 (soit 1 mois et 18 jours).

Le confinement national formant le « stade 3 » de la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19 implique la restriction des déplacements au strict nécessaire (courses alimentaires, soins et travail quand le télétravail n'est pas possible), des sorties près du domicile, ainsi que la pénalisation des infractions liées à cette nouvelle règle, la fermeture des frontières de l'espace Schengen.

Cette restriction de déplacements implique l'arrêt des déplacements de nos usagers sur notre autoroute et a un impact très significatif sur notre trafic, ainsi que sur notre CA avec par exemple, une diminution de plus de 80% de notre trafic sur avril 2020.

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes annuels sont établis suivant les principes résultant du Plan Comptable Général adopté par l'Autorité des Normes Comptables dans son Règlement 2014-03 du 5 juin 2014 (publication au JO le 15 octobre 2014).

Les conventions comptables d'établissement et de préparation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont détaillées dans l'annexe les informations obligatoires et ou significatives.

Immobilisations

Immobilisations Incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Elles sont amorties sur leur durée estimée d'utilisation ou ne sont pas amorties mais peuvent faire l'objet d'une dépréciation chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement sont, sauf cas particulier, prises en charge dans l'exercice.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

En cas de création de l'immobilisation, les intérêts intercalaires et certaines charges directement affectées à la conception, à la construction et au financement de l'immobilisation pendant la période de création jusqu'à sa mise en service sont incorporés au coût.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charge.

Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les immobilisations du domaine concédé s'étend à tous les terrains, les ouvrages et les installations nécessaires à la construction, l'exploitation et à l'entretien de l'autoroute A65.

Les immobilisations non renouvelables font l'objet d'un amortissement de caducité sur la durée de la concession.

Les immobilisations renouvelables sont amorties selon les durées de vie estimées, en fonction de la nature des biens, selon le mode linéaire. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

- | | |
|--|----------------|
| - Constructions | de 10 à 40 ans |
| - Installations techniques, matériels et outillage | de 3 à 15 ans |
| - Autres immobilisations corporelles | de 3 à 10 ans |

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et éventuellement dépréciées en fonction de leurs perspectives de recouvrement.

Provisions Réglementées

Le montant indiqué en provisions réglementées correspond à l'apport en nature réalisé par le concédant, l'Etat, relatif à la livraison du tronçon d'autoroute entre les échangeurs d'Aire sur Adour Nord et d'Aire sur Adour Sud.

Provisions

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'il existe un risque probable de sortie de ressources sans contrepartie attendue. Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Les provisions ont été constituées, utilisées ou reprises conformément à leur objet et à la législation en vigueur.

Engagements de retraite

La société procède à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel.

Dans le cadre des conventions collectives de la profession, l'entreprise a obligation de verser des indemnités aux Cadres et Etam lors de leur départ à la retraite, les autres obligations de retraite étant assurées par les caisses auxquelles l'entreprise est affiliée.

L'engagement de l'entreprise au titre des IFC prend en compte les modifications de barème intervenues dans la convention collective des Sociétés concessionnaires ou exploitantes d'autoroutes ou d'ouvrages routiers.

Les engagements à ce titre sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite et au salaire de fin de carrière.

Cette évaluation prend en compte notamment :

- une projection des salaires jusqu'à la date de départ à la retraite,
- les taux de rotation du personnel et les tables de mortalité,
- le taux d'actualisation de 1,5 % des engagements ainsi calculés.

Les éléments à ce titre ne sont pas provisionnés mais portés dans la liste des engagements hors bilan.

Créances et Dettes

La ventilation de la dette financière par échéance est basée sur l'estimation de la capacité de remboursement de la société aux dates d'échéance prévues au contrat et est corroborée par les remboursements effectués au cours des exercices précédents.

Informations sur Bilan et Compte de Résultat

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Acquisitions
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 457 195		23 849
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 457 195		23 849
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	93 000		
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.	1 191 673 831		59 454
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	63 952		1 641
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	941 505		169 232
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 192 772 288		230 327
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	85 900		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	85 900		
TOTAL GENERAL	1 194 315 383		254 177

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			1 481 044	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			1 481 044	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui			93 000	
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers	52 049 715		1 139 683 571	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			65 594	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			1 110 736	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	52 049 715		1 140 952 901	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			85 900	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			85 900	
TOTAL GENERAL	52 049 715		1 142 519 845	

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Autres immobilisations incorporelles	855 668		94 933		950 601
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	855 668		94 933		950 601
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui	42 054		4 650		46 704
Constructions installations générales, agenc., aménag.					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agenc. et aménag. divers	117 413 550		15 379 691	-404 756	132 793 241
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	63 952		146		64 098
Emballages récupérables, divers					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	117 519 556		15 384 486	-404 756	132 904 043
TOTAL GENERAL	118 375 224		15 479 420	-404 756	133 854 644

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées						
PROVISIONS REGLEMENTEES						
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges						
	4 835		8 379	4 835		8 379
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	4 835		8 379	4 835		8 379
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations						
DEPRECIATIONS						
TOTAL GENERAL	4 835		8 379	4 835		8 379
Dotations et reprises d'exploitation				2 104		
Dotations et reprises financières						
Dotations et reprises exceptionnelles			8 379	2 731		
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice						

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	85 900		85 900
Clients douteux ou litigieux	14 286	14 286	
Autres créances clients	4 054 889	4 054 889	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	598 642	598 642	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	3 080 309	3 080 309	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	2 451 565	2 451 565	
Charges constatées d'avance	1 640 675	1 640 675	
TOTAL GENERAL	11 926 266	11 840 366	85 900

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	794 267 317	11 201 319	87 131 965	695 934 033
Emprunts et dettes financières divers	139 087			139 087
Fournisseurs et comptes rattachés	1 715 474	1 715 474		
Personnel et comptes rattachés	14 969	14 969		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	24 715	24 715		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	2 005 539	2 005 539		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 693	1 693		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 068 723	2 068 723		
Groupe et associés				
Autres dettes	804 470	804 470		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	621 452	621 452		
TOTAL GENERAL	801 663 439	18 458 354	87 131 965	696 073 120
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	11 272 182			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Libellé	31/12/2020
CHARGES A PAYER	
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	45 292,21
DETTES SUR IMMOBILISATIONS	
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS	1 995 810,01
AUTRES DETTES	
TOTAL AUTRES DETTES	804 278,30
DETTES FISCALES ET SOCIALES	
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	25 572,01
TOTAL CHARGES A PAYER	2 870 952,53

Libellé	31/12/2020
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	1 640 675,36
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 640 675,36
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
TOTAL	-621 452,00
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-621 452,00

Libellé	31/12/2020
PRODUITS A RECEVOIR	
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	3 903 840,80
AUTRES CREANCES	
TOTAL AUTRES CREANCES	3 326 780,20
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	7 230 621,00

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	6 890 800			27,3

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
Produits des péages	53 932 254		53 932 254	65 457 463
Autres produits	902 640		902 640	1 021 692
TOTAL	54 834 894		54 834 894	66 479 155

	Capital	Primes liées au capital	Ecart de réévaluation	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
Situation ouverture de l'exercice	167 446 440				10 079 789	10 993 079	139 231 299	327 750 607
Affectation de l'exercice					10 993 079	-10 993 079		
Distribution de l'exercice								
Augmentation de capital								
Réduction de capital								
Autres variations						-2 475 881	-1 074 355	-3 550 236
Situation clôture de l'exercice	167 446 440				21 072 868	-2 475 881	138 156 944	324 200 371

Nature des charges	Montant
Charges sur sinistres	89 194
Dotation provision POA & AGA	8 379

TOTAL	97 573
--------------	---------------

Nature des produits	Montant
Indemnités d'assurance perçues sur sinistres	178 925
Reprise provision POA & AGA	2 730
Quote-part de reprise de la subvention d'investissement	669 598

TOTAL	851 253
--------------	----------------

Engagements financiers et autres informations

Postes du compte de résultat	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-3 229 562		-3 229 562
Résultat exceptionnel	753 681		753 681
Participation des salariés			
RESULTAT COMPTABLE	-2 475 881		-2 475 881

Rubriques	Montants hors bilan	
	Engagements donnés	Engagements reçus
Indemnité de fin de carrière et autres engagements en faveur du personnel	25 000	
Avals et cautions	1 081 045	
Vis à vis des sociétés de personnes (SNC, SCI, GIE)		
Autres engagements		
	<i>dont</i>	<i>Loyers</i>
		<i>Autres</i>

Effectifs	
Cadres	3
Agent de maîtrise, technicien	2
Ouvriers	
Total	5

Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
EIFFAGE SA - 3/7 place de l'Europe 78140 Vélizy-Villacoublay	SA	392 000 000	65,00 %

Evènements post-clôture

Les tarifs de l'ensemble des catégories de véhicules ont été réévalués au 1er février 2021. Ils ont été approuvés par l'arrêté du 30 janvier 2021, modifiant l'arrêté du 30 janvier 2020, et publiés au Journal Officiel le 31 janvier 2021.

La propagation du virus Covid-19 affecte l'activité de la Société. L'impact de cette crise devrait avoir des répercussions sur les résultats financiers de l'exercice en cours.

La Société poursuit son programme de suivi et d'inspections obligatoires. Elle prépare le bilan décennal du patrimoine ainsi que les recours potentiels en garantie décennale. Le programme d'évolution du système péage qui permettra, entre autres la mise aux normes de sécurisation des transactions cartes bancaires, a été engagé dès 2021, pour une mise en service au premier semestre 2022. Une convention a été signée avec le gestionnaire de pylônes ATC dont l'objet est de commercialiser les pylônes existants sur le réseau de l'A65. La société prévoit l'installation de bornes de recharge électrique sur les aires de service d'Aire-sur-Adour et Captieux. La société prévoit une refonte de son site internet, qui sera à la fois son site institutionnel et un site marchand. La société, par l'intermédiaire de son sous-traitant CDC Biodiversité prépare, dans le cadre des mesures compensatoires, les nouveaux plans de gestion environnementale pour les cinq prochaines années.

Rémunérations du dirigeant

Les dirigeants ne sont pas rémunérés directement par la Société.

Instruments dérivés et gestion du risque

Informations sur les produits dérivés : Juste valeur

Le financement du projet a été réalisé auprès de contreparties financières.

La société, par ailleurs, a contracté des contrats de swaps afin de couvrir son exposition au risque de variation des taux d'intérêts de ses emprunts.

Ainsi, la société échange des taux variables en taux fixes auprès de ces mêmes contreparties bancaires.

L'objectif poursuivi est de fixer les frais financiers liés au projet.

La juste valeur correspond à la valeur de vente du contrat au 31 décembre 2020. Cette juste valeur est communiquée par la contrepartie bancaire.

Le montant notionnel de ces contrats a été déterminé en conformité avec le plan de financement accordé par le pool bancaire.

Au 31 décembre 2020, les principales caractéristiques des contrats de swap sont les suivantes:

Swaps forward 2021 – 2038

Notionnel	676 672 348 €
Juste valeur	146 160 342 €
Maturité	30/06/2038

CAC : honoraires

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe EIFFAGE.

Date d'arrêté	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	167 446 440	167 446 440	275 632 000	275 632 000	275 632 000
Nombre d'actions					
- ordinaires		6 890 800	6 890 800	6 890 800	6 890 800
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	54 834 894	66 479 155	62 677 751	58 675 338	56 198 690
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	-779 890	14 422 434	12 750 635	23 770 977	22 229 140
Impôts sur les bénéfices		1 857 026	1 825 963	1 482 144	1 372 529
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	1 695 991	1 572 329	808 405	13 849 110	12 035 022
Résultat net	-2 475 881	10 993 079	10 116 267	8 474 723	8 821 590
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	0	1,82	1,59	3,24	3,03
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	0	1,6	1,47	1,23	1,28
Dividende attribué	0	0	0	0	0
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	5	5	5	4	4
Masse salariale	185 973	210 265	174 057	163 906	131 747
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	87 013	86 058	94 065	69 859	69 540

A'LIENOR

Société par actions simplifiée au capital de 167.446.440 euros
Siège social : 35 rue du Valentin à Serres-Castet (64121) | 491 529 855 R.C.S. PAU

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

DU 21 JUIN 2021

Le 21 juin 2021, à 14h30,

Les actionnaires de la société A'liénor, ci-après la "Société", Société par actions simplifiée au capital de 167.446.440 euros, dont le siège social est sis 35 rue du Valentin à Serres-Castet (64121), immatriculée au RCS de Pau sous le n° 491 529 855.

Se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire au siège de la société Eiffage, 3/7 place de l'Europe, 78140 Vélizy Villacoublay, sur convocation du Président.

Sont présents à l'Assemblée :

- | | |
|--|-------------------|
| – Sanef détenant | 2 411 780 actions |
| Représentée par Rainier d'Haussonville | |
| – EIFFAGE SA détenant | 2 721 005 actions |
| Représentée par Xavier Ombrédanne | |

Soit tous les associés détenant la totalité des 6 890 800 actions composant le capital.

Le quorum étant atteint, l'Assemblée est valablement constituée.

La société KPMG AUDIT ID SAS, Commissaire aux comptes régulièrement convoqué, est absente, excusée.

Assistent également à la réunion :

- Emmanuel Cachot, Directeur de la Société ;
- Sylvestre Gallice, Directeur technique de la Société ;
- Guillaume Hérent, Directeur général délégué d'APRR ;
- Rémy Josserand, Responsable gestion de la Société ;
- Vincent Lang, membre du Comité de Direction de la Société ;
- Ying-Yu Touzot, membre du Comité de Direction de la Société ;
- Christian Ambrun, Directeur juridique d'APRR.

L'Assemblée procède à la composition de son bureau.

Philippe Nourry, Président, préside la séance.

Christian Ambrun est désigné comme secrétaire de séance.

Le Président dépose sur le bureau pour être mis à la disposition des actionnaires :

- La copie de la lettre de convocation adressée à chaque actionnaire ;
- La copie de la lettre de convocation adressée aux Commissaires aux comptes ;
- Les pouvoirs des actionnaires représentés ;
- L'inventaire et les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2020 ;
- Le rapport de gestion ;

- Les rapports des Commissaires aux comptes ;
- Le projet des résolutions soumises à l'assemblée.

Le Président précise à l'assemblée que l'inventaire, les comptes annuels, le rapport de gestion, les rapports des Commissaires aux comptes et le projet des résolutions, ont été tenus à la disposition des actionnaires dans les délais prescrits par la loi. L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite l'ordre du jour :

- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020
- Pouvoirs en vue des formalités

Il est convenu de ne pas donner lecture des rapports.

Le Président déclare alors la discussion ouverte.

Après échange de vues et diverses observations, personne ne demandant plus la parole, les résolutions suivantes sont mises aux voix.

RESOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020

La Collectivité des Associés décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2020, soit 2 475 881,41 euros, en totalité au compte de report à nouveau.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, la Collectivité des Associés prend acte que la société n'a distribué aucun dividende depuis sa création.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

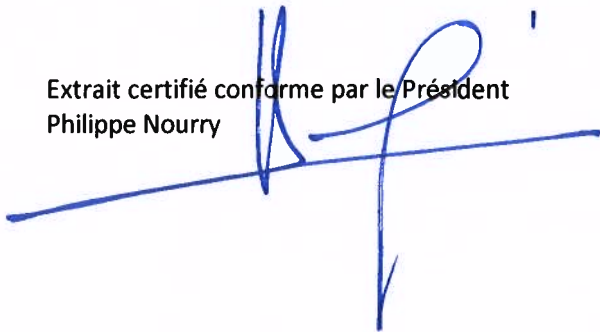
RESOLUTION

Pouvoirs en vue des formalités

La Collectivité des Associés confère tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Extrait certifié conforme par le Président
Philippe Nourry





KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Téléphone : + 33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : + 33 (0)1 55 68 98 25
Site internet : www.kpmg.fr

A'Lienor

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020
A'Lienor
35, rue du Valentin - 64121 Serres-Castet
Ce rapport contient 32 pages

KPMG AUDIT IS SAS
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Limited, une société de
droit anglais ("private company limited
by guarantee").

SAS
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
512802653 RCS NANTERRE



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Téléphone : + 33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : + 33 (0)1 55 68 98 25
Site internet : www.kpmg.fr

A'Lienor

35, rue du Valentin - 64121 Serres-Castet

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

À la collectivité des associés de la société A'Lienor,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la collectivité des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société A'Lienor relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 28 mai 2021

KPMG AUDIT IS

Philippe Bourhis

Associé

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 457 195	950 601	506 594	601 527
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	23 849		23 849	
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	93 000	46 704	46 296	50 946
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	1 139 749 164	132 857 339	1 006 891 826	1 074 260 281
Immobilisations en cours	1 110 736		1 110 736	941 505
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	85 900		85 900	85 900
ACTIF IMMOBILISE	1 142 519 845	133 854 644	1 008 665 201	1 075 940 159
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				7 296
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	4 069 175		4 069 175	6 268 846
Autres créances	6 130 516		6 130 516	3 427 655
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	695		695	695
(dont actions propres :)				
Disponibilités	41 282 079		41 282 079	41 377 690
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 640 675		1 640 675	1 613 926
ACTIF CIRCULANT	53 123 141		53 123 141	52 696 108
Frais d'émission d'emprunts à étaler	12 034 133		12 034 133	13 623 936
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 207 677 118	133 854 644	1 073 822 474	1 142 260 203

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 167 446 440)	167 446 440	167 446 440
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau		10 079 789
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-2 475 881	10 993 079
Acomptes sur dividendes		
Subventions d'investissement	86 107 229	86 776 828
Provisions réglementées		52 454 471
CAPITAUX PROPRES	272 150 656	327 750 607
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	8 379	4 835
Provisions pour charges		
PROVISIONS	8 379	4 835
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	794 267 317	805 546 228
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	139 087	132 359
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 715 474	2 200 336
Dettes fiscales et sociales	2 046 916	2 663 789
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 068 723	2 209 276
Autres dettes	804 470	1 053 640
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	621 452	699 134
DETTES	801 663 439	814 504 762
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 073 822 474	1 142 260 203

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	54 834 894		54 834 894	66 479 155
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	54 834 894		54 834 894	66 479 155
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			2 104	
Autres produits			85 228	4 246
PRODUITS D'EXPLOITATION			54 922 226	66 483 401
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			13 862 576	14 607 860
Impôts, taxes et versements assimilés			3 967 325	4 850 510
Salaires et traitements			185 973	210 265
Charges sociales			87 013	86 058
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			16 664 468	16 249 187
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges			76 450	70 861
CHARGES D'EXPLOITATION			34 843 805	36 074 742
RESULTAT D'EXPLOITATION			20 078 421	30 408 659
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			44 250	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			44 250	
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			23 352 234	18 172 415
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			23 352 234	18 172 415
RESULTAT FINANCIER			-23 307 983	-18 172 415
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-3 229 562	12 236 244

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	669 599	630 343
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	181 656	268 923
PRODUITS EXCEPTIONNELS	851 255	899 266
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	89 195	285 405
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	8 379	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	97 574	285 405
RESULTAT EXCEPTIONNEL	753 681	613 861
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		1 857 026
TOTAL DES PRODUITS	55 817 731	67 382 667
TOTAL DES CHARGES	58 293 612	56 389 587
BENEFICE OU PERTE	-2 475 881	10 993 079

Annexes

La société A'LIENOR est une SAS au capital de 167 446 440 euros.

Elle a pour objet, en France, la conception, la construction, l'entretien, l'exploitation et la maintenance de la section Langon - Pau de l'autoroute A65.

La société a un exercice de 12 mois se clôturant le 31 décembre.

Elle fait partie du périmètre consolidé du Groupe EIFFAGE ; elle est consolidée par intégration globale.

Sauf indication contraire, tous les chiffres cités dans l'annexe aux comptes sont exprimés en euro.

1 – Pandémie de Covid-19

L'interdiction de déplacement en France, appelé également « confinement national », est une mesure sanitaire mis en place par le Gouvernement pour la première fois du 17 mars à 12h au 11 mai 2020 (soit 1 mois et 25 jours), et une deuxième fois du 30 octobre au 15 décembre 2020 (soit 1 mois et 18 jours).

Le confinement national formant le « stade 3 » de la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19 implique la restriction des déplacements au strict nécessaire (courses alimentaires, soins et travail quand le télétravail n'est pas possible), des sorties près du domicile, ainsi que la pénalisation des infractions liées à cette nouvelle règle, la fermeture des frontières de l'espace Schengen.

Cette restriction de déplacements implique l'arrêt des déplacements de nos usagers sur notre autoroute et a un impact très significatif sur notre trafic, ainsi que sur notre CA avec par exemple, une diminution de plus de 80% de notre trafic sur avril 2020.

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes annuels sont établis suivant les principes résultant du Plan Comptable Général adopté par l'Autorité des Normes Comptables dans son Règlement 2014-03 du 5 juin 2014 (publication au JO le 15 octobre 2014).

Les conventions comptables d'établissement et de préparation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont détaillées dans l'annexe les informations obligatoires et ou significatives.

Immobilisations

Immobilisations Incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Elles sont amorties sur leur durée estimée d'utilisation ou ne sont pas amorties mais peuvent faire l'objet d'une dépréciation chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement sont, sauf cas particulier, prises en charge dans l'exercice.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

En cas de création de l'immobilisation, les intérêts intercalaires et certaines charges directement affectées à la conception, à la construction et au financement de l'immobilisation pendant la période de création jusqu'à sa mise en service sont incorporés au coût.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charge.

Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les immobilisations du domaine concédé s'étend à tous les terrains, les ouvrages et les installations nécessaires à la construction, l'exploitation et à l'entretien de l'autoroute A65.

Les immobilisations non renouvelables font l'objet d'un amortissement de caducité sur la durée de la concession.

Les immobilisations renouvelables sont amorties selon les durées de vie estimées, en fonction de la nature des biens, selon le mode linéaire. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

- | | |
|--|----------------|
| - Constructions | de 10 à 40 ans |
| - Installations techniques, matériels et outillage | de 3 à 15 ans |
| - Autres immobilisations corporelles | de 3 à 10 ans |

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et éventuellement dépréciées en fonction de leurs perspectives de recouvrement.

Provisions Réglementées

Le montant indiqué en provisions réglementées correspond à l'apport en nature réalisé par le concédant, l'Etat, relatif à la livraison du tronçon d'autoroute entre les échangeurs d'Aire sur Adour Nord et d'Aire sur Adour Sud.

Provisions

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'il existe un risque probable de sortie de ressources sans contrepartie attendue. Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Les provisions ont été constituées, utilisées ou reprises conformément à leur objet et à la législation en vigueur.

Engagements de retraite

La société procède à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel.

Dans le cadre des conventions collectives de la profession, l'entreprise a obligation de verser des indemnités aux Cadres et Etam lors de leur départ à la retraite, les autres obligations de retraite étant assurées par les caisses auxquelles l'entreprise est affiliée.

L'engagement de l'entreprise au titre des IFC prend en compte les modifications de barème intervenues dans la convention collective des Sociétés concessionnaires ou exploitantes d'autoroutes ou d'ouvrages routiers.

Les engagements à ce titre sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite et au salaire de fin de carrière.

Cette évaluation prend en compte notamment :

- une projection des salaires jusqu'à la date de départ à la retraite,
- les taux de rotation du personnel et les tables de mortalité,
- le taux d'actualisation de 1,5 % des engagements ainsi calculés.

Les éléments à ce titre ne sont pas provisionnés mais portés dans la liste des engagements hors bilan.

Créances et Dettes

La ventilation de la dette financière par échéance est basée sur l'estimation de la capacité de remboursement de la société aux dates d'échéance prévues au contrat et est corroborée par les remboursements effectués au cours des exercices précédents.

Informations sur Bilan et Compte de Résultat

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Acquisitions
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 457 195		23 849
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 457 195		23 849
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	93 000		
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.	1 191 673 831		59 454
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	63 952		1 641
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	941 505		169 232
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 192 772 288		230 327
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	85 900		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	85 900		
TOTAL GENERAL	1 194 315 383		254 177

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			1 481 044	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			1 481 044	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui			93 000	
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers	52 049 715		1 139 683 571	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			65 594	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			1 110 736	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	52 049 715		1 140 952 901	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			85 900	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			85 900	
TOTAL GENERAL	52 049 715		1 142 519 845	

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Autres immobilisations incorporelles	855 668		94 933		950 601
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	855 668		94 933		950 601
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui	42 054		4 650		46 704
Constructions installations générales, agenc., aménag.					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agenc. et aménag. divers	117 413 550		15 379 691	-404 756	132 793 241
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	63 952		146		64 098
Emballages récupérables, divers					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	117 519 556		15 384 486	-404 756	132 904 043
TOTAL GENERAL	118 375 224		15 479 420	-404 756	133 854 644

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées						
PROVISIONS REGLEMENTEES						
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges						
	4 835		8 379	4 835		8 379
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	4 835		8 379	4 835		8 379
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations						
DEPRECIATIONS						
TOTAL GENERAL	4 835		8 379	4 835		8 379
Dotations et reprises d'exploitation				2 104		
Dotations et reprises financières						
Dotations et reprises exceptionnelles			8 379	2 731		
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice						

ETAT DES CREANCES		Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières		85 900		85 900
Clients douteux ou litigieux		14 286	14 286	
Autres créances clients		4 054 889	4 054 889	
Créance représentative de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux				
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices				
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée		598 642	598 642	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés				
Etat, autres collectivités : créances diverses		3 080 309	3 080 309	
Groupe et associés				
Débiteurs divers		2 451 565	2 451 565	
Charges constatées d'avance		1 640 675	1 640 675	
TOTAL GENERAL		11 926 266	11 840 366	85 900
Montant des prêts accordés en cours d'exercice				
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

ETAT DES DETTES		Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine					
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine		794 267 317	11 201 319	87 131 965	695 934 033
Emprunts et dettes financières divers		139 087			139 087
Fournisseurs et comptes rattachés		1 715 474	1 715 474		
Personnel et comptes rattachés		14 969	14 969		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		24 715	24 715		
Etat : impôt sur les bénéfices					
Etat : taxe sur la valeur ajoutée		2 005 539	2 005 539		
Etat : obligations cautionnées					
Etat : autres impôts, taxes et assimilés		1 693	1 693		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		2 068 723	2 068 723		
Groupe et associés					
Autres dettes		804 470	804 470		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance		621 452	621 452		
TOTAL GENERAL		801 663 439	18 458 354	87 131 965	696 073 120
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		11 272 182			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés					

Libellé	31/12/2020
CHARGES A PAYER	
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	45 292,21
DETTES SUR IMMOBILISATIONS	
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS	1 995 810,01
AUTRES DETTES	
TOTAL AUTRES DETTES	804 278,30
DETTES FISCALES ET SOCIALES	
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	25 572,01
TOTAL CHARGES A PAYER	2 870 952,53

Libellé	31/12/2020
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	1 640 675,36
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 640 675,36
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
TOTAL	-621 452,00
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-621 452,00

Libellé	31/12/2020
PRODUITS A RECEVOIR	
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	3 903 840,80
AUTRES CREANCES	
TOTAL AUTRES CREANCES	3 326 780,20
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	7 230 621,00

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	6 890 800			27,3

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
Produits des péages	53 932 254		53 932 254	65 457 463
Autres produits	902 640		902 640	1 021 692
TOTAL	54 834 894		54 834 894	66 479 155

	Capital	Primes liées au capital	Ecart de réévaluation	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
Situation ouverture de l'exercice	167 446 440				10 079 789	10 993 079	139 231 299	327 750 607
Affectation de l'exercice					10 993 079	-10 993 079		
Distribution de l'exercice								
Augmentation de capital								
Réduction de capital								
Autres variations						-2 475 881	-1 074 355	-3 550 236
Situation clôture de l'exercice	167 446 440				21 072 868	-2 475 881	138 156 944	324 200 371

Nature des charges	Montant
Charges sur sinistres	89 194
Dotation provision POA & AGA	8 379

TOTAL	97 573
-------	--------

Nature des produits	Montant
Indemnités d'assurance perçues sur sinistres	178 925
Reprise provision POA & AGA	2 730
Quote-part de reprise de la subvention d'investissement	669 598

TOTAL	851 253
-------	---------

Engagements financiers et autres informations

Postes du compte de résultat	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-3 229 562		-3 229 562
Résultat exceptionnel	753 681		753 681
Participation des salariés			
RESULTAT COMPTABLE	-2 475 881		-2 475 881

Rubriques	Montants hors bilan	
	Engagements donnés	Engagements reçus
Indemnité de fin de carrière et autres engagements en faveur du personnel	25 000	
Avals et cautions	1 081 045	
Vis à vis des sociétés de personnes (SNC, SCI, GIE)		
Autres engagements		
	<i>dont</i>	<i>Loyers</i>
		<i>Autres</i>

Effectifs	
Cadres	3
Agent de maîtrise, technicien	2
Ouvriers	
Total	5

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
EIFFAGE SA - 3/7 place de l'Europe 78140 Vélizy-Villacoublay	SA	392 000 000	65,00 %

Evènements post-clôture

Les tarifs de l'ensemble des catégories de véhicules ont été réévalués au 1er février 2021. Ils ont été approuvés par l'arrêté du 30 janvier 2021, modifiant l'arrêté du 30 janvier 2020, et publiés au Journal Officiel le 31 janvier 2021.

La propagation du virus Covid-19 affecte l'activité de la Société. L'impact de cette crise devrait avoir des répercussions sur les résultats financiers de l'exercice en cours.

La Société poursuit son programme de suivi et d'inspections obligatoires. Elle prépare le bilan décennal du patrimoine ainsi que les recours potentiels en garantie décennale. Le programme d'évolution du système péage qui permettra, entre autres la mise aux normes de sécurisation des transactions cartes bancaires, a été engagé dès 2021, pour une mise en service au premier semestre 2022. Une convention a été signée avec le gestionnaire de pylônes ATC dont l'objet est de commercialiser les pylônes existants sur le réseau de l'A65. La société prévoit l'installation de bornes de recharge électrique sur les aires de service d'Aire-sur-Adour et Captieux. La société prévoit une refonte de son site internet, qui sera à la fois son site institutionnel et un site marchand. La société, par l'intermédiaire de son sous-traitant CDC Biodiversité prépare, dans le cadre des mesures compensatoires, les nouveaux plans de gestion environnementale pour les cinq prochaines années.

Rémunérations du dirigeant

Les dirigeants ne sont pas rémunérés directement par la Société.

Instruments dérivés et gestion du risque

Informations sur les produits dérivés : Juste valeur

Le financement du projet a été réalisé auprès de contreparties financières.

La société, par ailleurs, a contracté des contrats de swaps afin de couvrir son exposition au risque de variation des taux d'intérêts de ses emprunts.

Ainsi, la société échange des taux variables en taux fixes auprès de ces mêmes contreparties bancaires.

L'objectif poursuivi est de fixer les frais financiers liés au projet.

La juste valeur correspond à la valeur de vente du contrat au 31 décembre 2020. Cette juste valeur est communiquée par la contrepartie bancaire.

Le montant notionnel de ces contrats a été déterminé en conformité avec le plan de financement accordé par le pool bancaire.

Au 31 décembre 2020, les principales caractéristiques des contrats de swap sont les suivantes:

Swaps forward 2021 – 2038

Notionnel	676 672 348 €
Juste valeur	146 160 342 €
Maturité	30/06/2038

CAC : honoraires

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe EIFFAGE.

Date d'arrêté	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	167 446 440	167 446 440	275 632 000	275 632 000	275 632 000
Nombre d'actions					
- ordinaires		6 890 800	6 890 800	6 890 800	6 890 800
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	54 834 894	66 479 155	62 677 751	58 675 338	56 198 690
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	-779 890	14 422 434	12 750 635	23 770 977	22 229 140
Impôts sur les bénéfices		1 857 026	1 825 963	1 482 144	1 372 529
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	1 695 991	1 572 329	808 405	13 849 110	12 035 022
Résultat net	-2 475 881	10 993 079	10 116 267	8 474 723	8 821 590
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	0	1,82	1,59	3,24	3,03
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	0	1,6	1,47	1,23	1,28
Dividende attribué	0	0	0	0	0
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	5	5	5	4	4
Masse salariale	185 973	210 265	174 057	163 906	131 747
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	87 013	86 058	94 065	69 859	69 540